



# Où en est la Chine ?

*Forum co-organisé par la Fondation Gabriel Péri, Le Parti communiste français,  
le LEM-Lieu d'étude sur le mouvement des idées et des connaissances, la revue  
La Pensée et l'Académie des Sciences sociales de Chine.*

30 septembre 2015



***Le forum sur la Chine qui s'est tenu le 30 septembre 2015 a été important à plus d'un titre, d'abord étant donné le rôle essentiel joué par ce pays dans la situation actuelle du monde, mais aussi du fait du rôle déterminant qu'il sera amené à jouer dans l'avenir. Des chercheurs chinois ont souhaité présenter à leurs homologues européens leur vision des réalités de la Chine contemporaine et recueillir leur lecture des développements récents de la « voie chinoise ».***

Ce forum s'est déroulé en quatre temps. **Le premier temps** consistait à analyser les développements de la Chine depuis la crise financière de 2008. En effet, si le pays n'a pas été épargné, il a réformé son modèle de croissance. Sur les causes de la crise, certains chercheurs ont mis en avant ce qu'il y avait de commun entre la crise de 1997 dans le Sud-Est asiatique et celle de 2008 : la privatisation à outrance consubstantielle au néolibéralisme et la moindre intervention de l'Etat ont renforcé la fragilité financière des économies ; Les capitaux spéculatifs ont été massivement investis dans l'économie virtuelle aux dépens de l'économie réelle qui manque cruellement de financements ; La faiblesse de la régulation favorise la propagation des crises ; La cupidité est une cause majeure des crises ; La propriété privée des moyens de production est en contradiction avec une production socialisée, cette contradiction structurante du capitalisme est une composante centrale des crises financières.

Pour les chercheurs chinois présents, si la Chine a pu mieux faire face à la crise que les autres pays c'est du fait de son système socialiste à la chinoise. Ainsi, la propriété publique constituant le corps principal du régime économique chinois, les secteurs public et privé ont pu se concerter pour y faire face. En effet, la Chine se caractérise par un bon équilibre entre l'Etat et le marché, c'est là la « théorie des deux mains », à savoir la main visible de l'Etat et la main invisible du marché : l'idée est de laisser jouer le dynamisme du marché tout en maîtrisant les risques et en renforçant la gouvernance économique.

Les réformes économiques, sociales et politiques engagées par la Chine sont censées permettre de continuer à faire face aux soubresauts du système. Cependant, elles sont un processus contradictoires, ainsi elles ont réalisé des opportunités (par exemple les vingt dernière années la réforme a arraché 400 millions d'individus à la pauvreté), mais elles rencontrent des obstacles. La croissance (plus de 2 000% en 30 ans) qui a permis cette extraordinaire performance a accentué les inégalités et a entraîné une dégradation de l'environnement, toutes choses devenues insoutenables.



En outre les conditions ayant permis ce régime de croissance ont disparu – la croissance de l'industrie est passée de 12% en 2012 à 6% prévue pour 2015 – : la main d'œuvre s'est raréfiée avec le vieillissement de la population, les revendications salariales se multiplient et engendrent des hausses de salaire, la demande étrangère pour les produits chinois s'est ralentie, l'industrie a exploité de manière inconsidérée les ressources naturelles, détériorant gravement l'environnement. L'enjeu est de passer de la manufacture du monde à une société de prospérité moyenne, plus inclusive, plus efficace quant à l'usage des moyens de production, réparant les coûts sociaux de l'urbanisation et se rapprochant de la frontière technologique mondiale par l'investissement en éducation et recherche.

L'idée de faire plus de place au secteur non-étatique, censé être plus porté vers les biens et les services de consommation, est intéressante, cependant cela implique que les acteurs capitalistes vont être renforcés.

**Dans un deuxième temps** il s'est agi de souligner que les progrès du développement passent par un processus général de modernisation. En effet, la Chine fait face à une contradiction majeure depuis la réforme économique lancée par Deng Xiaoping en décembre 1978 : c'est un système politique rigide où l'économie est dirigée par le parti-Etat en même temps qu'une société en pleine mutation où les rapports de production capitalistes jouent un rôle de plus en plus important. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, le pays connaît une crise sociale rampante tandis que le modèle de croissance décrit plus haut fait naître des bulles spéculatives, ravage l'environnement écologique et expose le pays à la crise économique qui frappe notre planète. La panique boursière récente et la catastrophe de Tianjin sont les illustrations les plus récentes du dysfonctionnement de ce modèle.

Par ailleurs, au niveau des libertés démocratiques, il reste énormément à faire. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que les réformes sont un processus. La Chine subit ce qu'ont subi les sociétés occidentales au XVIII<sup>e</sup> siècle c'est-à-dire la grande transformation : le grand tournant économique, social, politique, qui fait que la Chine est devenue un pays où la marchandisation du capital, de la terre, du travail est devenu un facteur important. Les chercheurs sont revenus sur les différents paliers aboutissant au modèle de développement actuel avec pour mot d'ordre le « rêve chinois ».



Il y a bien sûr des trajectoires historiques particulières, cependant certains intervenants ont souligné la nécessité de cesser avec l'essentialisme qui semble être caractéristique des débats sur la Chine, ainsi s'il s'agit d'un pays singulier – comme ils le sont tous – certains chercheurs estiment qu'il est nécessaire de ne plus opposer le modèle chinois au système occidental.

Le tournant économique récent emprunté par la Chine vise à réduire drastiquement la part des ruraux, de faire entrer l'ensemble de la population dans la société de consommation, de "moderniser" la population par l'éducation. Ceci ne signifie pas que la société chinoise est comparable à celles de l'Occident. Elle possède des caractéristiques tout à fait particulières mais c'est le cas pour tous les pays modernes. Pour l'heure, il est notable que la situation sociale en Chine est plus avantageuse que dans les autres BRICS en termes de niveau de vie, d'éducation, de situation des femmes, etc.

La Chine doit faire face à des défis considérables. **Défis démographiques** d'abord avec une population qui ne cesse de croître et qui vieillit, avec une urbanisation massive qui se poursuit et la migration de populations considérable des campagnes. **Défis économiques** ensuite avec le passage d'une société dite de « moyenne aisance » à une société de « pleine aisance » et cela à l'heure des avancées numériques, de la montée des services, mais aussi de la transformation de l'industrie de plus en plus imbriquée aux services. **Défis également de la transition écologique**, cette dernière inclut bien sûr la question du changement climatique, commune à la terre entière, mais la Chine a un rôle considérable à y jouer. La transition écologique enferme aussi la question de l'enjeu des matières premières et de leur gestion durable (économie circulaire) ainsi que l'enjeu de la préservation des écosystèmes. Il y a aussi le **défi politique** avec les exigences nouvelles d'une population plus éduquée qui veut pouvoir intervenir sur son propre devenir. Par ailleurs, comme en Occident, la Chine n'échappe pas à la crise du système représentatif. **Défi social** également avec pour but d'améliorer significativement le bien-être de la population, avec la nécessité d'améliorer la qualité du travail d'une main d'œuvre de plus en plus qualifiée, et de développer un système de protection sociale de bon niveau.

**Le troisième temps** a été consacré à l'analyse de la Chine dans le phénomène de la mondialisation, en effet, elle y tient une place toute particulière. Si la Chine a eu une extraordinaire difficulté à intégrer la mondialisation, elle est peut-être aujourd'hui le pays au monde qui l'a le mieux



comprise et, revers de la médaille, peut-être celui qui en profite le plus. Cependant, on peut se demander si cette trajectoire (de l'exclusion au centre de la mondialisation) est pérenne.

En outre, la Chine est peut-être le pays au monde qui a le plus besoin de la mondialisation du fait de ses besoins en ressources énergétiques, en ressources agricoles (la Chine a besoin pour alimenter sa population de 2.5 fois sa surface cultivable), en marchés (la Chine a besoin des marchés occidentaux et japonais, aussi pour ses « terres rares »). Il est notable que l'intégration de la Chine dans la mondialisation est faite de pragmatisme économique et non de politique, ce qui peut toutefois être relativisé notamment avec la mise en place des « nouvelles routes de la soie » terrestre et maritime, entre l'Asie et l'Europe, officialisée en 2013 et présentée comme la priorité du gouvernement chinois qui bouscule la diplomatie régionale, et par là mondiale. Ces « nouvelles routes de la soie » vont également disputer aux Etats-Unis, et dans une moindre mesure à l'Inde, leur position hégémonique.

La Chine construit une intégration régionale très habile, elle promeut aussi la paix dans la région, ce qui est une manière d'utiliser la grammaire de la mondialisation à l'échelle régionale.

La Chine a aussi participé à la nouvelle recette du transrégionalisme (non plus la région par continuité territoriale mais par solidarité) comme le prouve son succès au sein des BRICS.

Mais ces réussites de la Chine ne sont pas sans incertitude :

1. L'incertitude structurelle des émergents, est-ce que le grand écart va tenir durablement (Chine rurale, Chine urbaine ; vieillissement de la population, etc.) ?
2. Cette conception pragmatique de la mondialisation n'a-t-elle pas déjà offert à la Chine son pain blanc (c'est-à-dire une réussite tout fait remarquable, mais dont on voit les contractions de retour) ?
3. La Chine est-elle condamnée à être une puissance régionale ?
4. *In fine* l'émergence n'implique-t-elle pas un caractère transitoire ?

**Le quatrième temps** s'est appesanti sur les possibilités d'un partenariat stratégique Union européenne/Chine favorisant l'émergence d'une mondialisation juste, responsable et pacifique. Les relations entre ces deux régions n'ont cessé de se renforcer depuis 40 ans jusqu'à devenir cette



dernière décennie un partenariat stratégique global. Un sommet bilatéral a lieu tous les ans, pour la première fois en 2014 le président chinois a effectué une visite auprès des institutions européennes.

Mais il est utile de savoir quels types d'obstacles empêchent l'Union européenne de faire contrepoids aux prétentions hégémoniques des Etats-Unis. Il y a trois obstacles structurels au fait pour l'UE de peser significativement sur la mondialisation avec ses partenaires, en l'occurrence la Chine :

1. Son ancrage atlantiste,
2. Son prisme étroitement occidental dans ses relations avec les autres régions du monde ;
3. Le fossé qui sépare les cercles dirigeants européens des citoyens européens et à plus forte raison des citoyens des autres régions du monde ; l'Europe est vécue comme inaccessible par ses propres habitants et comme forteresse par les autres peuples du monde ;

L'Europe doit être une aide pour la Chine, pour la convergence internationale, et elle doit favoriser la coopération Nord-Sud, ce qui est une réelle attente des responsables chinois.